

REGIE DES EAUX DU PAYS BRIGNOLAIS (83170)
AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE –ACCORD CADRE EN PROCEDURE ADAPTEE
(M.A.P.A)

Identification de l'organisme qui passe l'accord-cadre: Régie des Eaux du Pays Brignolais – Cours de la Liberté – 7 Place Yves Testa - 83170 BRIGNOLES - Téléphone : 04.98.05.30.50 - Télécopie : 04.98.05.30.59 - Email : travauxrepb@brignoles.fr

Adresse Internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Type de pouvoir adjudicateur et activités principales : Régie des Eaux du Pays Brignolais. L'entité adjudicatrice n'agit pas pour le compte d'autres entités adjudicatrices.

Objet de l'accord-cadre : Accord cadre à bons de commande d'Assistance Juridique et Représentation en Justice sur 4 ans.

Type d'accord-cadre: Marché de Prestations Intellectuelles.

Caractéristiques de l'accord-cadre:

La mission d'**assistance** est définie comme la production d'analyses juridiques sur la demande de l'entité adjudicatrice et la participation à des réunions de travail.

La mission de **représentation** est définie comme la représentation de l'entité adjudicatrice devant les différentes juridictions contentieuses, exceptés le Conseil d'Etat et la Cour de Cassation, ou arbitrales, par la réalisation de tous les actes nécessaires à la défense des intérêts de l'entité adjudicatrice, dans le cadre d'un litige.

Le marché commence à sa date de notification. Sa durée est fixée à 12 mois, il est renouvelable 3 fois par reconduction expresse par période de 12 mois. La durée totale du marché est fixée à 48 mois.

Pas de montant minimum de dépense annuelle.

Le montant maximum annuel de commande est de 30 000 € H.T.

Le montant maximum de commande sur 4 ans est de 120 000 € H.T.

A titre indicatif la dépense moyenne annuelle des quatre précédents exercices s'élevait à 7730 € H.T.

Mode de passation Accord cadre passé en Procédure Adaptée en application de l'article 27, 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

Classification C.P.V.: 79110000-8 Services de conseils et de représentation juridiques

Code NUTS : FRL05

Variantes : non autorisées.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours.

Modalités de financement : Fonds propres.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : Français.

Unité monétaire utilisée : L'euro.

Date et heure limites de réception des offres: Le jeudi 14 Mars 2019 à 12h00

Conditions de participation - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Possibilité de procédure Marché Public Simplifié (M.P.S.) :

«Ce marché est conforme au dispositif d'expérimentation MPS et permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET. Le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature n'est exigée (La signature sera dans ce cas demandée à postériori à la seule entreprise retenue). Voir les détails dans le règlement de la consultation»

Candidature de votre entreprise, hors procédure M.P.S. :

Les justifications à produire sont celles prévues aux articles 44 et 50 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Le candidat devra en particulier fournir :

- **Lettre de candidature** et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa DC1) (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R38271>),

ou, à défaut d'utiliser l'imprimé DC1, : **Lettre de candidature** ou déclaration d'intention de soumissionner précisant : le nom et l'adresse du candidat ; si le candidat se présente seul ou en groupement; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire; document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

- **Déclaration du candidat** (imprimé Cerfa DC2).

- **Copie du ou des jugements** prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

- **Déclarations sur l'honneur** du candidat concernant les interdictions de soumissionner visées à l'article 48 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (**Voir document joint au Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.)**).
- **Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi** mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail. (si DC1 non produit).
- **Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents** qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières.
- Déclaration concernant le **chiffre d'affaires global** et le **chiffre d'affaires concernant les fournitures** objet de l'accord-cadre réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- **Moyens humains** : déclarations indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- **Indication des titres d'études et professionnels** du candidat permettant notamment d'attester du respect des conditions d'exercice du conseil et de la représentation visée à l'article 1.4 du R.C.

N.B : Conformément à l'article 53 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants : - Valeur technique : 60% - Prix : 40 %

Modalités d'obtention du dossier de consultation :

Gratuitement sur le site : www.marches-securises.fr

Conditions de remise des offres :

Conformément aux dispositions de l'article 41 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, depuis le 1^{er} octobre 2018, les offres doivent obligatoirement être envoyées par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr> (aux conditions indiquées dans le Règlement de Consultation).

Renseignements d'ordre administratif et technique : Régie des Eaux du Pays Brignolais – Cours de la Liberté – 83170 BRIGNOLES – Téléphone : 04.98.05.30.50 – Télécopie : 04.98.05.30.59 – Email : travauxrepub@brignoles.fr.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Toulon – 5 Rue Jean Racine – B.P. 40510 – 83041 TOULON Cedex 9 – Tél. : 04 94 42 79 30 – Fax : 04 94 42 79 89.

Introduction des recours éventuels :

- Référé précontractuel (jusqu'à la signature de l'accord-cadre) : Article L551-1 à L551-4 du code de justice administrative.
- Recours pour excès de pouvoir (2 mois à compter des décisions de rejet).
- Recours en appréciation de la validité d'un contrat (à compter de la signature du contrat).
- Recours contractuel : Article L551-13 à L551-16 du code de justice administrative.
- Référé suspension introduit avant la signature de l'accord-cadre contre les actes détachables du contrat : Art L 521-1 à L521-4 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télerecours citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr

Date d'envoi à la publication : Le Jeudi 21 Février 2019